

# Communiqué

Le 18 juillet 1995

N° 128

## LE CANADA DEMANDE AVEC INSTANCE LA MODÉRATION QUANT À LA DÉTERMINATION DES PEINES AU NIGÉRIA

La secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), M<sup>me</sup> Christine Stewart, s'exprimant au nom du ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a fait part aujourd'hui de la vive inquiétude du Canada quant à l'issue des procès secrets tenus au Nigéria. Quarante personnes, dont l'ex-président Olusegun Obasanjo et le vice-président Shehu Musa Yar'Adua, jugées pour complot présumé en vue d'un coup d'État, ont reçu leurs sentences. Les sentences, dont certaines seraient des peines capitales, sont actuellement examinées par le régime militaire.

« Il est essentiel que la loi soit appliquée de façon régulière, a déclaré M<sup>me</sup> Stewart, surtout lorsqu'il s'agit d'accusations aussi graves. Le Canada met sérieusement en doute la crédibilité des sentences rendues dans cette affaire, les procès s'étant déroulés en secret, sans dépositions publiques, et les accusés n'ayant eu droit ni aux défenseurs de leur choix ni au recours en appel. Nous engageons vivement les autorités nigérianes à faire preuve, dans leur examen des sentences, de la plus grande modération et de la plus grande clémence possible à l'égard de tous les accusés. »

La secrétaire d'État a ainsi renforcé le message livré le mois dernier en Chambre, lorsqu'elle avait indiqué que le Nigéria devait agir de façon déterminée en vue de rétablir la démocratie, la primauté du droit et le respect des droits de la personne.

Les généraux Obasanjo et Yar'Adua ont été, pendant trois ans, à la tête d'un gouvernement militaire qui avait instauré la démocratie au Nigéria en 1979. Le général Obasanjo demeure un éminent vétéran de la politique de son pays et un ardent défenseur des réformes sur la scène internationale. Quant au général Yar'Adua, il est très actif dans les milieux politiques et constitutionnels.

- 30 -

Pour de plus amples renseignements, les représentants des médias sont priés de communiquer avec le :

Service des relations avec les médias  
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international  
(613) 995-1874

